

SOUS-PREFECTURE DE BEZIERS

Commission d'arrondissement de Béziers
CONTRE LES RISQUES D'INCENDIE DANS LES ERP et IGH
Siégeant à Béziers

Préventionniste : Lieutenant DILHAN Christophe
TEL : 04.67.00.82.54
Adresse : 10 Rue Joliot Curie CS 40712 34536 BEZIERS CEDEX
Adresse sous-préfecture : Boulevard Edouard Herriot 34500 Béziers
Télécopie :
Courriel : christophe.dilhan@sdis34.fr

ETUDE DE PROJET

à la demande d'autorisation de travaux

Séance du mardi 17 mai 2022

<u>RAISON SOCIALE</u>	CENTRE ULYSSE
<u>ADRESSE</u>	19, BOULEVARD DU MOUCAIROL
<u>COMMUNE</u>	LAMALOU-LES-BAINS
OBJET	Demande d'Autorisation de Travaux n° 034 126 22 B0004 AT liée au PC n° 034 126 22 B0002 Réhabilitation du centre ULYSSE.
<i>Maître d'ouvrage ou pétitionnaire :</i>	Mairie représentée par monsieur DALERY Guillaume, Maire de la commune.
<i>Responsable unique sécurité :</i>	COMMUNE
CLASSEMENT :	<u>TYPE principal</u> : L Types annexes : S, T,U, R CATEGORIE : 3 ème

SITUATION ADMINISTRATIVE

DOSSIER TRANSMIS PAR LE SERVICE INSTRUCTEUR :

COMMUNAUTE DE COMMUNES GRAND ORB - 6T RUE RENE CASSIN 34600 BEDARIEUX.

REÇU AU SECRETARIAT DE LA COMMISSION LE 12 AVRIL 2022.

DATE DU DEPOT DU DOSSIER LE 17 MARS 2022.

DATE DE RECEPTION DE LA DEMANDE LE 8 AVRIL 2022.

MAITRE D'OUVRAGE : MAIRIE REPRESENTEE PAR MONSIEUR DALERY GUILLAUME MAIRE DE LAMALOU LES BAINS
- 3 AVENUE GEORGE CLEMENCEAU 34240 LAMALOU-LES-BAINS.

MAITRE D'ŒUVRE : CABROL & BEAUVOIS ARCHITECTES - 41 BIS RUE AMIRAL GALIBER 81100 CASTRE.

ORGANISME AGREÉ ou PERSONNE AGREÉE : APAVE SUDEUROPE - AGENCE DE BEZIERS.

Demande d'Autorisation de Travaux n° 034 126 22 B0004

AT liée au PC n° 034 126 22 B0002

Réhabilitation du centre ULYSSE.

Examen en Commission du **mardi 17 mai 2022.**

Solutions techniques retenues pour l'évacuation des personnes en tenant compte des situations d'handicaps

*Privilégier l'évacuation immédiate de toutes les personnes à évacuer avec accompagnement de l'aide humaine et **Mettre en place** un schéma global d'organisation aux consignes d'évacuation des personnes, à annexer au registre de sécurité de l'établissement (R 143-44 du CCH).*

COMPOSITION DU DOSSIER SECURITE (art GE 2)

- Un jeu de plans (situation, masse, niveaux, coupes).
- Une notice descriptive de sécurité datée et visée le 14/03/2022.
- Engagement du maître d'ouvrage relatif aux règles générales de construction et à la solidité daté du 14/03/2022.

Textes applicables

- Décret 73-1007 du 31 octobre 1973 relatif à la protection contre les risques d'incendie et de panique dans les établissements recevant du public codifié sous les articles R 123-1 à R 123-55 du Code de la Construction et de l'Habitation.
- Arrêté du 25 juin 1980 modifié, portant approbation des dispositions générales du règlement de sécurité contre les risques incendie et de panique dans les Etablissements Recevant du Public.
- Arrêté du 5 février 2007 portant approbation de diverses dispositions complétant et modifiant le règlement de sécurité contre les risques d'incendie et de panique dans les établissements recevant du public du type L (salles à usage d'audition, de conférences, de réunions, de spectacles, ou à usages multiples).
- Arrêté du 12 juin 1995 portant approbation de dispositions modifiant et complétant le règlement de sécurité contre les risques d'incendie et de panique dans les établissements recevant du public du type S (bibliothèques, centres de documentation et de documentation d'archives).
- Arrêté du 18 novembre 1987 modifié portant approbation de dispositions complétant le règlement de sécurité contre les risques d'incendie et de panique dans les établissements recevant du public du type T (salles d'exposition).
- Arrêté du 10 décembre 2004 modifié portant approbation de dispositions complétant et modifiant le règlement de sécurité contre les risques d'incendie et de panique dans les établissements recevant du public de type U (établissements de soins).
- Arrêté du 4 juin 1982 portant approbation de dispositions complétant et modifiant le règlement de sécurité contre les risques d'incendie et de panique dans les établissements recevant du public de type R (établissements d'éveil, d'enseignement, de formation, centre de vacances et centre de loisirs sans hébergement).
- Décret n° 88-1056 du 14 novembre 1988, pris pour l'exécution des dispositions du Livre II, Titre III du Code du Travail en ce qui concerne la protection des travailleurs dans les établissements qui mettent en œuvre des courants électriques.
- Arrêté du 23 juin 1978 relatif aux installations fixes destinées au chauffage et à l'alimentation en eau chaude sanitaire des bâtiments d'habitation, de bureaux ou d'Etablissements Recevant du Public.
- Instruction technique n° 248 relative aux systèmes d'alarme utilisés dans les Etablissements Recevant du Public.
- Arrêté départemental en vigueur relatif à la Défense Extérieure Contre l'Incendie (DECI).

PRESENTATION et DESCRIPTION du PROJET PRESENTE

Le projet prévoit la réhabilitation du centre ULYSSE.

Les travaux comprendront :

- Au niveau rez-de-jardin :

Le réaménagement de l'espace rez-de-jardin avec la création d'un bureau réception secrétariat, de deux salles d'attente, de 5 cabinets médicaux, et des sanitaires.

- Au niveau rez-de-chaussée :

Le réaménagement de l'espace rez-de-chaussée hall d'accueil, médiathèque avec accès direct couvert extérieur.

L'amélioration acoustique de l'amphithéâtre.

La création de deux salles de formation.

Le réaménagement des espaces sanitaires.

La création d'un espace traiteur (sans espace cuisson).

- Au niveau R+1 :

Salle de réunion existantes non modifiée.

Eléments de construction et de sécurité mentionnés à la notice de sécurité jointe au dossier :

- Desserte par voie engin depuis le boulevard de Mourcairol donnant sur des espaces libres sur l'ensemble des façades.
 - Etablissement dont le niveau du dernier plancher accessible se situe à moins de 8 mètres du niveau d'accès des secours extérieurs.
 - Absence de tiers contigus ou superposés et tiers en vis à vis.
 - Structure SF ½ heure existante non modifiée (voile ou poteaux béton armé).
 - Planchers CF ½ heure existants (dalle béton armé).
 - Toiture terrasse CF ½ heure (dalle béton armé).
 - Façades : Murs crépis / briques ou aggro / isolant/ plaques de plâtre. Menuiseries alu et vitrage. Parement bardage vertical bois sur certaines parties de la façade.
 - Distribution intérieure : Cloisonnement intérieur traditionnel : existant en briques ou aggro + enduit plâtre CF ½ heure par construction et nouvellement créé avec cloisons ossature métalliques / isolation et BA 13 suivant destination CF ½ heure et porte PF ½ heure.
 - Solution retenue pour évacuation des personnes en situation de handicap pour chaque niveau : établissement à trois niveaux avec deux escaliers de 2 UP et un ascenseur présentant des dégagements praticables. Flash lumineux raccordés sur équipement d'alarme dans les sanitaires PMR. Dégagements de plein pied pour les locaux situés au rez-de-chaussée et au rez-de-jardin.
 - Locaux à risques moyens : Local technique amphithéâtre (volume inférieur à 50 m³) / local technique étage / locaux de rangement. Isolements des locaux par une enveloppe CF 1 heure / bloc porte CF ½ heure avec ferme porte et sélecteur de fermeture.
 - Les conduits respecteront le CF de traversée des parois ou plancher qu'ils franchissent.
- Dégagements :
- RDJ : 16 personnes = 2 sorties totalisant 2 UP.
- RDC : 429 personnes = 3 sorties totalisant 6 UP.
- R+1 : 30 personnes = 2 sorties totalisant 2 UP.
- Aménagements intérieurs : Revêtements de sol en dallage et pavage / Revêtements muraux de catégorie M1 / Revêtements de plafond de catégorie M1.
 - Désenfumage : Aucune salle n'a une surface supérieure à 300 m². Désenfumage existant dans les escaliers coté ascenseur.
 - Chauffage par Pac Air Eau avec système VRV.
 - Installations électriques suivant la NF C 15-100. Arrêt d'urgence de l'ensemble de l'exploitation au niveau de l'accueil non accessible au public.
 - Eclairage de sécurité par BAES à fonction ambiance dans l'amphithéâtre et le hall.
 - Ascenseur protégé et intégré à la cage d'escalier desservant tous les niveaux et respectant les articles AS.
 - Extincteurs appropriés aux risques.
 - Affichage du plan d'intervention à l'entrée de l'établissement.
 - SSI de catégorie B existant avec équipement d'alarme de type 2b étendu aux nouveaux locaux + flash lumineux.
 - Téléphone permettant l'alerte des secours.
 - Un poteau d'incendie n° 21 implanté à moins de 150 mètres de l'entrée de l'établissement.

Détail du CLASSEMENT

En application de l'article R 143-19 du Code de la Construction et de l'Habitation et de l'article GN1 du règlement de sécurité, l'effectif du public est calculé en référence à ou aux articles suivants :

Niveaux	Activités	Mode de calcul	Surface accessible	Effectif Public	Effectif du personnel
Rez-de-jardin	Cabinets médicaux	Selon l'article U2 Déclaration		10	6
Rez-de-chaussée	Amphithéâtre	Selon l'article L3 Nombre de sièges		145	4
	Médiathèque	Selon l'article S2 Déclaration		45	2
	Salle de formation n°1	Selon l'article R2 Déclaration		19	1
	Salle de formation n° 2			19	1
	Hall d'exposition	Selon l'article T2 1 personne/ m²	193 m²	193	
R+1	Salle de réunion n°3	Selon l'article L3 Nombre de sièges		15	1
	Salle de réunion n° 4			15	1
Total				461	16

EFFECTIF théorique simultanément admissible au maximum	CLASSEMENT prévisionnel pour le dossier présenté et au vu des éléments fournis de la notice de sécurité
TOTAL PUBLIC : 461	<u>Groupe</u> : DE 301 A 700 PERSONNES
PERSONNEL : 16	<u>Type</u> : L,S,T,U,R
TOTAL PUBLIC + PERSONNEL : 477	<u>Catégorie</u> : 3 ème

PRESCRIPTIONS

Nota : Le présent rapport a été établi au vu des éléments qui ont été portés à la connaissance du rapporteur.

Obligations du constructeur ou de l'exploitant (art GE 7)

« Le constructeur ou l'exploitant doit communiquer aux vérificateurs, sur support papier, la notice de sécurité, les plans et les renseignements de détails concernant les installations techniques, **les prescriptions imposées par le permis de construire ou l'autorisation de travaux**, ainsi que **l'historique des principales modifications effectuées et les prescriptions notifiées à la suite de visites de contrôle des commissions de sécurité.** »

Les prescriptions proposées, qui ne constituent pas une liste exhaustive, ne dispensent pas le pétitionnaire du respect des lois et règlements en vigueur, notamment des règles de sécurité susceptibles de concerner le présent dossier.

Il est précisé à l'autorité administrative compétente les dispositions du Code de la Construction et de l'Habitation suivantes :

« Conformément à l'article L122-3 (ex L111-8,) les travaux qui conduisent à la création, l'aménagement d'un établissement recevant du public ne peuvent être exécutés qu'après autorisation délivrée par l'autorité administrative qui vérifie leur conformité aux règles prévues aux articles L 122-3 (L 111-8), L 141-2 et L 143-2 ».

Outre les dispositions retenues et reportées à la notice de sécurité jointe au dossier, respecter les prescriptions suivantes :

1. Inverser le sens d'ouverture de la porte de la salle de réunion n° 2 situé au R+1 donnant dans l'escalier. Celle-ci devra s'ouvrir dans le sens d'évacuation (CO 49§1).
2. Le maître d'ouvrage devra solliciter l'autorité de police à la fin des travaux afin que la commission de sécurité réceptionne les travaux avant ouverture au public. Il devra être présenté l'attestation du maître d'ouvrage certifiant avoir fait effectuer les contrôles et vérifications techniques relatifs à la solidité, le rapport de vérifications réglementaires après travaux (RVRAT) et l'attestation relative au contrôle de la solidité établis par un organisme agréé, le registre de sécurité et le rapport de contrôle hydraulique des poteaux d'incendie (R 143-34, R 143-38, R 143-44, GE 3, GE 6, GE 7, RDDECI).

Dispositions relatives à la Défense Extérieure contre l'Incendie

Conformément au Règlement Départemental de Défense Extérieure Contre l'Incendie en vigueur et de ses annexes (RDDECI, téléchargeable sur le site du SDIS 34 www.sdis34.fr) et après analyse du risque d'incendie pouvant affecter, cet établissement avec ce projet est classé par le SDIS en risque courant important.

La quantité d'eau minimal nécessaire à la défense incendie dimensionnant du projet est de 120 m3 minimum utilisable en 2 heures ou instantanément disponible en correspondance avec la grille d'évaluation du RDDECI.

La défense extérieure contre l'incendie sera assurée par un poteau d'incendie n° 21 implanté à moins de 150 mètres de l'entrée de l'établissement ayant un débit de 135 m3/h (source hydraulique).

Le point d'eau incendie devra faire l'objet d'un contrôle technique au maximum **tous les 3 ans**.

OBLIGATIONS ADMINISTRATIVES

(Applicables aux ERP du 1^{er} groupe, et du 2^{ème} groupe avec hébergement)

L'établissement est soumis aux dispositions du Code de la Construction et de l'Habitation (CCH), articles R 143-1 à 47 ainsi qu'au **décret 95-260** du 8 Mars 1995 modifié. En outre il est rappelé :

R 143-38 du CCH et Art 43 du décret précité

- **Avant toute ouverture de l'établissement au public, au moins un mois avant la date prévue, une demande d'autorisation d'ouverture doit être adressée au maire de la commune.**

R143-30 du CCH

- « Le maire autorise l'ouverture par arrêté pris après avis de la commission ; cet arrêté est notifié à l'exploitant soit par voie administrative, soit par lettre recommandée avec demande d'avis de réception, une ampliation en est transmise au représentant de l'Etat.

Art. 46 et Art. 47 du décret précité

- **Lors de la demande d'autorisation d'ouverture**, les documents suivants devront impérativement être présentés :
 - Attestation du maître d'ouvrage certifiant avoir fait effectuer les contrôles et vérifications techniques relatifs à la solidité,
 - Attestation du bureau de contrôle précisant que la mission solidité a bien été exécutée.
- **Avant la visite d'ouverture, le rapport relatif à la sécurité des personnes établi par la personne ou l'organisme agréé (RVRAT) devra être présenté à la commission de sécurité, sous 48 heures ouvrées au moins (doctrine départementale). En l'absence du RVRAT, la visite n'aura pas lieu.**

R 143-28 du CCH

- Les procès-verbaux de réaction au feu avec attestation de pose et rapports de vérification effectués par des organismes agréés ou techniciens qualifiés doivent être présentés à la commission de sécurité.

Art. 48 du décret précité

- En l'absence des documents mentionnés aux articles 46 et 47, AVANT la visite de réception, la commission de sécurité ne pourra se prononcer.

R 143-25 du CCH

- Les constructeurs, installateurs et exploitants sont tenus, chacun en ce qui le concerne de s'assurer que les installations ou équipements sont établis, maintenus et entretenus en conformité avec les dispositions réglementaires. /. Le contrôle exercé par l'administration ou les commissions de sécurité ne les dégage pas des responsabilités qui leur incombent personnellement.

Art L2213-32 et L2225-1 du code général des collectivités territoriales:/ DECI

« Le maire assure la défense extérieure contre l'incendie. »

« La défense extérieure contre l'incendie a pour objet d'assurer, en fonction des besoins résultant des risques à prendre en compte, l'alimentation en eau des moyens des services d'incendie et de secours par l'intermédiaire de points d'eau identifiés à cette fin. Elle est placée sous l'autorité du maire. »

OBLIGATIONS du constructeur ou de l'exploitant

« Le constructeur ou l'exploitant doit communiquer aux vérificateurs missionnés les prescriptions imposées par le permis de construire ou l'autorisation de travaux, ainsi que l'historique des principales modifications effectuées et les prescriptions notifiées à la suite de visite de contrôle des commissions de sécurité. » (art GE 7§2).

Exigences réglementaires d'exploitation

Il est rappelé à l'exploitant l'obligation qui lui est faite de respecter les mesures de prévention et de sauvegarde propres à assurer la sécurité des personnes (R 143-3 du CCH).

Les ERP du 2^{ème} groupe (5^{ème} catégorie) sans hébergement ne font pas obligatoirement et systématiquement l'objet d'une visite avant ouverture au public, ni d'une visite périodique par la commission de sécurité (article R 143-14 du CCH) ; aucun arrêté municipal d'ouverture n'est nécessaire.

Art L 122-3 CCH : Toutefois, « les travaux qui conduisent à la création, l'aménagement ou la modification d'un ERP ne peuvent être exécutés qu'après autorisation délivrée par l'autorité administrative qui vérifie leur conformité aux règles prévues aux articles L 141-2 et L 143-2 du CCH. »

Tout établissement accueillant du public doit détenir au moins un défibrillateur automatisé externe, dans un emplacement bien visible du public et facile d'accès, à compter du :

-01/01/2020 pour les ERP de 1^{ère}, 2^{ème} et 3^{ème} catégorie, y compris pour les parcs de stationnement de plus de 250 véhicules,

-01/01/2021 pour les ERP de 4^{ème} catégorie,

-01/01/2022 pour les ERP de 5^{ème} catégorie suivants : structures d'accueil de personnes âgées et handicapées les gares, les établissements sportifs clos et couverts ainsi que les salles polyvalentes sportives, les établissements de soins.

Chaque propriétaire doit veiller à la mise en œuvre de la maintenance du défibrillateur et de ses accessoires et des contrôles de qualité prévus pour les dispositifs médicaux.

PRESCRIPTIONS SPECIFIQUES AUX RISQUES MAJEURS éventuelles fonction des risques spécifiques de la commune, issus du DDRM

Prescription relative au risque inondation :

L'avis émis à la fin de ce rapport par la commission de sécurité ne constitue pas un avis vis à vis du risque inondation.

En matière de phénomènes climatiques pluvieux, l'occurrence centennale d'aléas extrêmes est remise cause par une période de retour de plus en plus rapprochée sur notre région (1988 Nîmes - 1992 Vaison la Romaine - 1995 Béziers - 1996 Puissergier - 1999 Olonzac, Siran, Aude - 2002 Lunel, Marsillargues, Gard - 2003 Mauguio, Gard, Bouches du Rhône).

Ces événements montrent que des études spécifiques doivent être menées pour apprécier les conséquences de la gestion des écoulements pluviaux engendrant des ruissellements importants consécutifs à une pluviométrie similaire aux précipitations du Gard de septembre 2002 (plus de 600 millimètres en 35 heures).

Ces études doivent mettre en évidence les informations suivantes :

A/ Les zones (y compris les voies de communications routières) où les personnes se trouvent confrontées à un risque de noyade à cause de la montée des eaux ou de la vitesse du courant.

B/ Les zones où les secours ne peuvent plus accéder avec les engins d'incendie ou les ambulances ce qui peut remettre en cause la sécurité des personnes par défaut de secours.

Des servitudes d'utilité publique doivent ensuite être instituées sans délai dès que les zones mentionnées ci-dessus seront connues des autorités chargées de définir les règles locales d'utilisation du sol et de son aménagement.

PRESCRIPTIONS RELATIVE AUX RISQUES FEUX DE FORETS

L'avis émis à la fin de ce rapport par la commission de sécurité ne constitue pas un avis vis à vis du risque feu de forêt.

Les parties du territoire communal situées dans des zones sensibles ou à moins de 200 mètres de celles-ci ou dans des zones délimitées par le Maire (zones U) ou encore dans des zones définies dans le plan de prévention des Risques Incendies de Forêt (P.P.R.I.F) devront être débroussaillées et maintenues en cet état en permanence..

Le débroussaillage devra alors être effectué aux abords des constructions sur une profondeur de 100 mètres, ainsi que les voies privées donnant accès sur une profondeur de 15 mètres de part et d'autre de la voie.

Le non-respect de cette prescription est de nature à favoriser le développement rapide d'un incendie qui atteindra très vite une dimension critique rendant l'intervention des engins de lutte contre l'incendie impossible (avec un front de feu devenu inaccessible) voire inefficace (car le nombre important d'engins nécessaires sera bien supérieur aux engins présents sur le terrain).

Dans ces conditions aussi bien les personnes à secourir que les personnels de secours seront en péril.

RAISON SOCIALE :

CENTRE ULYSSEType L, S, T, U, R de 3^{ème} catégorie

ADRESSE :

19, BOULEVARD DU MOUCAIROL 34240 LAMALOU-LES-BAINS

Objet : Demande d'Autorisation de Travaux n° 034 126 22 B0004 - AT liée au PC n° 034 126 22 B0002
Réhabilitation du centre ULYSSE.

AVIS de la Commission d'arrondissement de Béziers

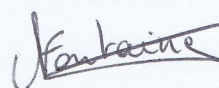
Séance du mardi 17 mai 2022

Après avoir entendu le rapporteur et en avoir délibéré, à l'issue du vote prévu par l'article 39 du décret 95-260, la Commission émet un avis collégial :

Favorable (Presc.) à la demande d'autorisation de travaux n° 034 126 22 B0004, sous strict respect des prescriptions émises dans le présent rapport d'étude.

Toutefois, l'avis émis, au titre des risques d'incendie et de panique, ne préjuge pas des autres autorisations délivrées au titre du Code de l'urbanisme.

Le Président



Nicole FONTAINE

Rappels des Obligations du constructeur ou de l'exploitant (art GE 7)

« Le constructeur ou l'exploitant doit communiquer aux vérificateurs, sur support papier, la notice de sécurité, les plans et les renseignements de détails concernant les installations techniques, les prescriptions imposées par le permis de construire ou l'autorisation de travaux, ainsi que l'historique des principales modifications effectuées et les prescriptions notifiées à la suite de visites de contrôle des commissions de sécurité. »

A l'attention du service instructeur d'urbanisme

Le service instructeur d'urbanisme compétent devra informer par écrit le secrétariat de la commission de sécurité de tout refus de délivrance d'autorisation de construire ou de tout projet abandonné par le pétitionnaire.